

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/W/12/Add.10/Rev.1

5 décembre 1997

(97-5365)

Comité du commerce des services financiers

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

Projet de liste révisé sur les services financiers

Révision

La communication ci-après est distribuée à la demande de l'Australie aux membres du Comité du commerce des services financiers.

L'Australie présente ci-joint son projet de liste révisé sur les services financiers.

Elle se réserve le droit de modifier ou de réduire ce projet de liste révisé en fonction du progrès des négociations.

Elle se réserve le droit d'apporter des modifications d'ordre technique à ce projet de liste révisé.

Tous les engagements inscrits dans ce projet de liste révisé sont subordonnés aux engagements horizontaux, notamment ceux qui concernent l'investissement, contenus dans la liste d'engagements spécifiques de l'Australie annexée à l'AGCS.

AUSTRALIE
PROJET DE LISTE REVISE SUR LES SERVICES FINANCIERS

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
7. SERVICES FINANCIERS Les engagements spécifiques de l'Australie concernant les services financiers sont pris conformément au "Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers" (ci-après dénommé le "Mémoire d'accord"). Les obligations relevant du Mémoire d'accord sont énoncées dans la présente liste en sus de celles qui sont visées par les dispositions de la Partie III de l'Accord et de l'Annexe sur les services financiers. Les engagements en matière d'accès au marché pour ce qui concerne la "fourniture transfrontières" et la "consommation à l'étranger" (selon les définitions des paragraphes 2 a) et 2 b) de l'article premier de l'Accord) consolidés dans la présente liste portent exclusivement sur les services mentionnés aux paragraphes 3 et 4 respectivement de la section B du Mémoire d'accord. Ces engagements spécifiques relatifs aux services financiers font l'objet des limitations générales indiquées dans la Liste de l'Australie annexée à l'AGCS sous "Engagements horizontaux".			
A. <u>Services d'assurance et services connexes</u>	3) S'agissant des compagnies d'assurance sur la vie non résidentes, seules les filiales sont autorisées 3) Les compagnies d'assurance-vie étrangères enregistrées doivent avoir un responsable principal résident en Australie 1), 3) Les compagnies d'assurance agréées opérant en Australie sans être constituées en sociétés doivent désigner comme agent un résident en Australie 3) La plupart des gouvernements des Etats et des territoires appliquent des restrictions, par le biais de monopoles, de licences ou de réglementation des primes et autres conditions des polices dans les domaines d'assurance ci-après:	3) Des garanties régionales sont accordées à certains offices d'assurance des Etats ou territoires	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)</u>	<p>Assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automobiles: VIC, WA, TAS, NT, ACT (monopoles); NSW, QLD, SA (licences, primes/conditions des polices)</p> <p>Indemnisation des accidents du travail: SA, VIC, QLD (monopoles); NSW, WA, TAS (licences, primes/conditions des polices)</p> <p>Comcare a le monopole de la fourniture des services d'assurance contre les accidents du travail aux fonctionnaires du Commonwealth d'Australie</p>		
	<p>4) L'admission temporaire de spécialistes aux fins des activités d'un fournisseur de services d'assurance établi en Australie est autorisée sous réserve des conditions énoncées sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1) Les banques centrales étrangères et les institutions monétaires de gouvernements étrangers sont autorisées par la Banque centrale à placer avec intérêts des avoirs officiels de réserve à condition de s'engager à conserver de façon durable des dollars australiens et de consulter la Banque en cas de modification majeure de leur portefeuille d'avoirs en dollars australiens. Les institutions monétaires chargées de gérer à la fois des avoirs de réserve et des investissements commerciaux sont autorisées à investir en Australie jusqu'à une certaine limite et dans les mêmes conditions.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>1), 3) Les banques étrangères établies à l'étranger peuvent offrir leurs services aux entreprises australiennes mais ne sont pas autorisées à lever des fonds en Australie ni à y opérer à moins d'être des banques agréées (ou d'établir une société intervenant sur le marché monétaire, une filiale, etc.). Elles peuvent cependant lever des fonds en Australie en émettant des titres de créance, à condition que ces titres soient offerts/négociés en lots de 500 000 dollars australiens au moins et qu'il soit clairement précisé sur ces titres et dans tout mémorandum que la banque émettrice n'est pas agréée en Australie conformément à la Loi sur les opérations bancaires.</p> <p>1), 3) Les transactions sur devises en Australie doivent être effectuées par l'entremise d'un opérateur agréé par la Banque centrale. Seules les banques, y compris les succursales de banques étrangères, et les établissements financiers constitués en sociétés en Australie et dotés du capital minimum requis peuvent demander l'autorisation d'effectuer des opérations de change.</p>			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) Les banques étrangères qui satisfont aux prescriptions prudentielles et peuvent prouver leur capacité de contribuer à la concurrence en Australie peuvent exercer une activité bancaire en Australie. Elles peuvent le faire par l'entremise d'une filiale constituée en société locale et/ou d'une succursale agréée, laquelle ne pourra cependant pas accepter des dépôts de particuliers. Les banques étrangères qui souhaitent recevoir de tels dépôts doivent demander à cet effet leur agrément en qualité de filiales locales. Les succursales de banques étrangères peuvent accepter des dépôts (et autres fonds) de quelque montant que ce soit de la part de sociétés légalement constituées, de non-résidents et de leur propre personnel. Les dépôts (et autres fonds) ne peuvent être acceptés d'autres sources que si le dépôt (ou autre avoir) initial est supérieur à 250 000 dollars australiens. L'acceptation de dépôts de montant inférieur est considérée comme un service bancaire pour particuliers.</p>	<p>3) Les organismes appartenant au Commonwealth d'Australie et autorisés à effectuer des opérations financières bénéficient de la garantie de l'Etat fédéral. Celui-ci, qui a vendu le 19 juillet 1996 les actions de la Commonwealth Bank of Australia (CBA) qu'il détenait encore, a mis en place une garantie transitoire pour tous les éléments de passif de la CBA. La durée de la garantie dépend des caractéristiques de l'élément de passif considéré. Des garanties transitoires ont aussi été prévues pour l'ancienne Australian Industry Development Corporation, qui appartenait au Commonwealth d'Australie</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>Dans plusieurs Etats et territoires, les gouvernements gèrent des centrales de crédit auxquelles les autorités et les entreprises sous contrôle intégral ou partiel de l'Etat doivent s'adresser pour emprunter (et parfois investir) ou obtenir certains services financiers:</p> <p>SA - South Australian Government Financing Authority, Local Government Finance Authority of South Australia TAS - Tascorp NSW - NSW Treasury Corporation VIC - Treasury Corporation of Victoria QLD - Queensland Treasury Corporation, Queensland Investment Corporation NT - Northern Territory Treasury Corporation WA - Western Australian Treasury Corporation</p> <p>Les dispositions de la <i>Loi de 1997 sur la constitution en société de la Trust Bank</i>, qui porte sur la Trust Bank of Tasmania, peuvent exiger la création d'une coentreprise</p>	<p>Les opérations financières de certains organismes appartenant à un Etat ou un territoire peuvent être garanties par le gouvernement de l'Etat ou du territoire. Les gouvernements d'un certain nombre d'Etats et de territoires ont aussi mis en place des garanties transitoires pour certains éléments d'actif ou de passif d'anciennes banques d'Etat ou contrôlées par l'Etat.</p> <p>Conformément aux dispositions de la Loi, la majorité au moins des membres du Conseil d'administration de la Trust Bank doivent résider en Tasmanie et les fonctions relatives à la définition de la politique et au contrôle de la Trust Bank doivent être exécutées en Tasmanie</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	3) L'obligation de liquidités imposée par la Bourse australienne aux courtiers en valeurs mobilières a peut-être pour effet de favoriser la participation des filiales plutôt que des succursales de sociétés étrangères Seules les sociétés légalement constituées peuvent demander l'autorisation d'intervenir sur une bourse des valeurs ou un marché à terme	3) Le conseil d'administration d'une maison de courtage participant à la Bourse australienne doit être composé en majorité de résidents en Australie	
	4) L'admission temporaire de spécialistes aux fins des activités d'un fournisseur de services financiers établi en Australie est autorisée sous réserve des conditions énoncées sous "Engagements horizontaux"		